

## Le Golfe turbulent et les acteurs externes

Les USA et l'Europe, du fait de l'accord avec l'Iran, et la Russie et la Chine, du fait de leur appui à la Syrie, doivent affronter une crise de crédibilité dans leurs relations avec les pays du Golfe.

Silvia Colombo

**A**près des années de négociations incertaines, de débuts frustrés, de dures accusations réciproques, de conversations sur conversations, de sanctions et de menaces d'attaques aériennes américaines ou israéliennes contre les installations nucléaires en Iran, un accord sur le programme nucléaire de l'Iran a vu le jour à Genève, un pacte entre les représentants de l'Iran et le dit G5+1, groupe formé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU – Grande Bretagne, Chine, France, Russie et USA – et l'Allemagne. Cela fait au moins 10 ans que le programme nucléaire iranien occupe la première place dans l'ordre du jour en ce qui concerne la sécurité internationale, que les USA, l'Europe, Israël et certains pays asiatiques accusent l'Iran de mettre en pratique en secret (et illégalement) un programme d'armement nucléaire, et que l'Iran insiste sur le fait que ses intentions sont exclusivement pacifiques. L'objectif de cet accord tant attendu, qui doit durer six mois, est de donner du temps aux négociateurs internationaux pour arriver à un pacte plus complet qui réduira progressivement une grande partie du programme nucléaire de l'Iran et qui garantira qu'il ne sera mené qu'à des fins pacifiques.

En résumé, l'Iran a consenti à cesser d'enrichir de l'uranium au-dessus de 5 %, un niveau qui suffirait pour la production d'énergie mais qui requiert un enrichissement plus élevé pour fabriquer des bombes, et à transformer ses réserves d'uranium enrichi jusqu'à 20 % de sorte qu'il soit difficilement utilisable à des fins militaires. Cependant, cet accord n'exige pas que l'Iran cesse d'enrichir de l'uranium jusqu'à un niveau en-dessous de 3,5 %, ni qu'il démonte les centrifugeuses qu'il possède actuellement. En échange de cet engagement initial, le G5+1 a consenti à fournir entre six et sept milliards de dollars en aide pour soulager les sanctions, dont 4,2 milliards de dollars dérivés des recettes du pétrole qui sont restées bloquées dans des banques étrangères. Ce pacte, qui a été reçu par le président des USA, Barack Obama, avec des expressions indéniablement positives,

comme un pas en avant sur le « chemin vers un monde plus sûr », pourrait changer complètement l'architecture de la sécurité régionale dans la région du Golfe, avec des répercussions sur les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), dont l'Arabie saoudite en premier plan. Pour comprendre la signification d'un possible rapprochement entre l'Iran et l'Occident, et les craintes que cette perspective a éveillées à Riyad, il faut tenir compte de la situation géopolitique très compétitive du Golfe, qui navigue sur des eaux turbulentes au moins depuis l'invasion de l'Irak dirigée par les USA en 2003.

### L'architecture de la sécurité nationale est-elle attaquée ?

**L**e 18 octobre 2013, seulement deux jours après avoir été élue pour occuper l'un des 10 postes non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Arabie saoudite annonçait avec dédain qu'elle refusait l'opportunité de participer au principal forum mondial de débat des questions internationales et pointait ainsi du doigt l'utilisation de deux poids, deux mesures et l'incapacité de la communauté internationale à résoudre des conflits clés, concrètement le long affrontement entre Israël et la Palestine. La demande saoudienne de corriger l'incapacité du Conseil de sécurité à promouvoir la paix et la sécurité internationales était en réalité, selon l'interprétation générale, correcte, une remontrance dirigée contre les USA. Certains fonctionnaires saoudiens de haut niveau ont été plus explicites dans leurs critiques vis-à-vis de Washington, comme le démontre l'avertissement de l'ancien ambassadeur à Washington, Bandar bin Sultan, selon lequel la relation entre les USA et l'Arabie saoudite va subir un « grand changement ».

De ce fait, l'action du Conseil de sécurité reflète la profonde inquiétude de l'Arabie saoudite au sujet du cours que la diplomatie américaine est en train de suivre au Proche-Orient, et met en évidence les désaccords de plus

Silvia Colombo, chercheuse à l'Istituto Affari Internazionali (IAI) à Rome et coordinatrice du projet financé par l'UE « Sharaka : promouvoir l'entente et la coopération dans les relations UE-CCG ». Elle est candidate au doctorat de sciences politiques à l'Istituto Italiano di Scienze Umane (SUM)/Scuola Normale Superiore de Pisa.

en plus profonds dans une des plus anciennes alliances et piliers de l'architecture de la sécurité régionale. Pendant des décennies, Riyad et Washington ont été liés par un engagement de base : les USA garantissent la sécurité et la protection des pays du CCG – ledit parapluie de sécurité des USA – en échange de l'approvisionnement en pétrole dont l'économie mondiale a besoin pour fonctionner et d'une injection saoudienne de milliards de dollars dans le secteur de l'armement des USA. Cet engagement a longtemps renforcé l'architecture de la sécurité régionale du Golfe, mais il pourrait commencer à s'effondrer ou à se soumettre à d'importantes révisions du fait de l'accord sur le programme nucléaire iranien. L'invasion de l'Irak dirigée par les USA en 2003, le changement de régime et le conflit dans le pays, a représenté un premier coup pour la sécurité des pays du CCG. Aujourd'hui, 10 ans après l'invasion militaire, le pays est toujours paralysé et les tensions sectaires entre les forces sunnites et chiites ont atteint un point culminant. La possible propagation de l'insécurité dans ce pays, surtout vers l'Arabie saoudite, s'aggrave du fait de l'importante influence de Téhéran dans le pays, sur le gouvernement de Nouri al Maliki et sur la majorité chiite.

### La politique étrangère des USA au Proche-Orient et le problème saoudien

**A**u vu du mécontentement croissant par des figures clés des dirigeants saoudiens, les monarchies du Golfe sont les plus inquiètes au sujet de la disparition de la relation spéciale entre les USA et l'Arabie saoudite, et l'essor d'un Iran incontrôlé au Proche Orient. Ce que l'Arabie saoudite et les autres pays du CCG craignent le plus, c'est qu'un accord puisse ouvrir la porte à la reconnaissance de la fonction régionale que joue l'Iran, en commençant par la Syrie, l'Irak et la région du Golfe et, finalement, l'Afghanistan. Dans le pire des cas, à Riyad, beaucoup craignent que le rapprochement entre les USA et l'Iran permette à Téhéran de remplacer l'Arabie saoudite ou Israël en tant qu'intermédiaire fiable des USA dans la région, et que le temps recule ainsi jusqu'à l'époque du shah d'Iran.

Ces derniers mois, ce n'est pas la première fois que l'Arabie saoudite est en désaccord avec les USA au sujet des positions de ces derniers en ce qui concerne le Proche-Orient. L'attitude ouverte des USA vis-à-vis des Frères musulmans égyptiens et leur accueil plutôt tiède de l'expulsion du premier gouvernement islamiste égyptien par l'armée, après une nouvelle vague de protestations populaires à la fin juin 2013, ont été critiqués par les dirigeants saoudiens, qui y ont vu là un symptôme de faiblesse et de manque de fiabilité. Bien que les doutes persistent au sujet de l'avenir des relations entre les USA et l'Égypte, en particulier au regard de la consolidation du gouvernement militaire au Caire et des considérables intérêts réciproques de Washington et du Cai-

re, il est indéniable que les attitudes anti-américaines augmentent parmi l'opinion publique égyptienne.

En plus de la débâcle égyptienne, le retrait d'Obama du plan pour intervenir militairement contre la Syrie et son acceptation de l'accord russe pour démanteler l'arsenal d'armes chimiques du pays, ont constitué un autre coup pour l'Arabie saoudite. Face à la planification stratégique limitée des USA et de leurs alliés européens, concrètement la France et la Grande Bretagne, qui étaient en tête dans les condamnations contre le régime d'Al Assad en raison de l'utilisation supposée d'armes chimiques, la politique russe du président Vladimir Poutine donne une impression de cohérence et d'efficacité. Cependant, à la longue, étant donné l'appui diplomatique et militaire que la Russie a offert à Al Assad, il est peu probable qu'elle puisse être désignée pour jouer le rôle de médiatrice. Au-delà du processus, important mais peu fructueux, de démantèlement de l'arsenal chimique, l'on ne pourra atteindre une solution durable pour le conflit syrien que si elle est basée sur une série plus large d'intérêts syriens et régionaux. Dans cette perspective, il sera impossible de mettre en pratique un processus de construction de la paix si l'Iran et l'Arabie saoudite ne sont pas acceptés en tant que partenaires dans la négociation. Du point de vue saoudien, le rapprochement entre l'Iran et les USA et l'accord russo-américain pour détruire les armes chimiques syriennes, ont placé des obstacles insurmontables sur le chemin vers une solution pour la question syrienne, puisque ces actions ont renforcé l'Iran, maintenu Al Assad au pouvoir et marginalisé considérablement d'autres agents régionaux importants, concrètement les États du Golfe, qui ont pris en charge la plus grande partie de la responsabilité d'appuyer l'opposition.

### À l'horizon : le rôle de la sécurité européenne dans l'instauration de la confiance

**I**l est clair que les plans d'Obama n'envisagent pas de risquer la relation privilégiée des USA avec les pays du CCG jusqu'au point de la détruire. En même temps, étant donnée la grande quantité de capital politique qu'il a investi dans l'accord avec l'Iran, il ne peut pas risquer de mettre en danger la perspective d'un accord plus complet avec Téhéran répondant aux besoins de sécurité des USA et de leurs alliés. En ce qui concerne l'Arabie saoudite, Obama ne peut pas faire grand-chose pour calmer son inquiétude, si ce n'est insister sur le fait que les USA sont toujours engagés par l'accord bilatéral et vis-à-vis de la sécurité de Riyad. En termes généraux, il semble convaincu du fait qu'il ne vaut mieux pas pour les USA d'inciter à une sorte de « guerre froide » du Golfe entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Cependant, la marge de manœuvre pour que Washington réussisse à rassurer ses alliés du Golfe est très faible.

Dans ce contexte, les pays européens, en particulier ceux qui n'ont pas participé dans la négociation du G5+1,

comme l'Italie et l'Espagne, pourraient avoir une opportunité pour mettre en pratique des mesures de création de confiance parmi les pays du CCG. En ce qui concerne la sécurité, la grande dépendance des pays du CCG vis-à-vis des USA a eu des conséquences sur leurs relations avec l'Union européenne (UE) en général, dans le sens où ils ne pourront jamais l'envisager comme une alternative à la fonction essentielle des USA dans la région. Même si la présence militaire américaine est une question de nécessité et que l'UE ne peut pas la prendre en charge, les pays du CCG ont ressenti au fil du temps le besoin de diversifier leurs relations afin d'éviter une identification excessive avec la superpuissance des USA. Cependant, confrontés à ce qu'ils désignent souvent comme des « politiques économiques inflexibles » et des normes européennes inéluctables en matière de droits de l'Homme et de la gouvernance, le CCG a reculé.

Aujourd'hui, la situation pourrait être propice à une nouvelle tentative de l'Europe afin de jouer un rôle plus important dans la sécurité de la région du Golfe. Il ne s'agirait pas de faire front aux menaces, par exemple en abordant directement les craintes qu'éveille le programme nucléaire iranien parmi les pays du CCG, mais de gérer le risque, ce que l'UE a déjà été en mesure de faire dans d'autres contextes, concrètement aux Balkans. Les possibles domaines de coopération où l'on pourrait développer une évaluation conjointe et une stratégie commune comprennent l'immigration, la gestion des conflits et de la période ultérieure, la cyber-sécurité, le contrôle frontalier, la sécurité maritime et les opérations humanitaires en mer. Ces domaines de coopération n'exigent pas l'utilisation de la force et ils se situent sur la ligne qui sépare la politique nationale et étrangère. L'un des avantages que cette coopération pragmatique et concrète pourrait apporter pour les deux parties est l'opportunité de débloquer l'éventuelle coopération entre l'UE et le CCG, qui s'est vue jusqu'ici attrapée dans un dialogue de collaboration stratégique de faible rendement. Et ce qui est plus important, cela pourrait servir en tant que catalyseur pour de nouvelles mesures, absolument nécessaires, pour créer une confiance entre les pays du Golfe persique et l'Occident

Pour conclure, l'accord historique atteint à Genève sur le programme nucléaire de l'Iran constituera sûrement le premier pas vers un rapprochement entre Téhéran et l'Occident, mais il pourrait aussi soumettre les relations entre l'Occident et les pays du CCG à une plus grande tension. Les USA comme l'Europe, pour ne rien dire des autres acteurs internationaux importants comme la Russie et la



**Le ministre des Affaires étrangères iranien, Javad Zarif, avec des autorités de Koweït. 1er décembre 2013.** /YASSER AL ZAYYAT/AFP/GETTY IMAGES

Chine, qui sont supposées appuyer l'ennemi représenté par Al Assad et son protecteur iranien, doivent affronter une crise de crédibilité dans leurs relations avec l'Arabie saoudite et les autres pays arabes du Golfe. Bien qu'une grande partie de la préoccupation des pays du CCG est due au fait que le comportement de l'Occident vis-à-vis de l'Iran et d'autres dossiers ouverts au Proche-Orient leur déplaît, l'on peut dire aussi que, dans une certaine mesure, il s'agit d'une conséquence des grands défis que doivent affronter les régimes gouvernants dans leurs pays respectifs. Il convient de rappeler que les pays du CCG, surtout l'Arabie saoudite et le Qatar, n'ont pas seulement été une partie de la réponse régionale aux changements provoqués par les soulèvements arabes de 2011, mais qu'ils ont directement été touchés par l'agitation. Ces gouvernements sont de moins en moins considérés comme légitimes par leurs propres citoyens, surtout si l'on tient compte de leur croissante incapacité à répondre aux besoins d'emploi et de bien-être de base, et à pallier ce mécontentement diffus par des moyens exclusivement économiques. L'absence d'un front commun dans les pays du CCG, au-delà de la rhétorique anti-iranienne généralisée, en soi une conséquence d'une dépendance disproportionnée de la sécurité des USA, a un impact sur la capacité des États du Golfe à favoriser leurs intérêts et besoins de sécurité sur divers fronts, dont la Syrie est l'exemple le plus notoire. Le manque d'unité et d'efficacité en tant qu'acteurs régionaux que démontrent ces pays, se joint à une vulnérabilité de plus en plus grande à l'intérieur de leurs frontières respectives qui ne va pas disparaître, même si les menaces provenant du voisin iranien viendraient soudainement à se volatiliser. ■